

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude s'intéresse au **secteur de la pomme de terre en Belgique**. Elle analyse l'évolution du secteur au regard des enjeux actuels de la transition vers des systèmes alimentaires durables et agroécologiques.

L'étude s'adresse aux paysans et paysannes, aux organisations et acteurs/actrices engagées dans la transition agroécologique (associations, coopératives, collectifs locaux, activistes, PME de l'économie sociale, etc.), et à toute personne qui s'intéresse aux enjeux des systèmes alimentaires durables.

Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes :

1. UNE CULTURE PAYSANNE MILLÉNAIRE, UN ALIMENT POPULAIRE

La pomme de terre est une **culture millénaire originaire** de la **cordillère des Andes**. Elle a été importée en Europe par les colons espagnols au 16ème siècle et s'est répandue à travers le monde au gré des **colonisations occidentales**.

Elle est devenue **l'aliment de base des classes ouvrières** en Europe durant la révolution industrielle et a contribué à la croissance démographique européenne.

Cette dépendance des classes ouvrières à un seul aliment de base a toutefois provoqué des **graves famines** au 19ème siècle, suite aux pertes de récoltes dues aux **épidémies de mildiou** (maladie de la pomme de terre).

La pomme de terre est une **fierté paysanne**. On recense plus de 4500 variétés, dont la plupart ont été patiemment développées à travers les âges par les savoir-faire paysans.

La patate est devenue une **fierté gastronomique belge** et la **culture du fritkot** est consacrée comme patrimoine immatériel belge.

En Belgique, la patate est également un **symbole rassembleur des luttes paysannes et sociales**. Depuis une dizaine d'années, plusieurs mobilisations sociales marquantes ont été organisées autour de la patate, notamment à l'occasion des journées internationales des luttes paysannes (17 avril).

2. UNE CULTURE DÉVOYÉE PAR L'AGROBUSINESS

Petit à petit, la culture de la pomme de terre a été **transformée par la mondialisation néolibérale et l'agro-industrie**. À partir de la fin des années 80' on va assister à une concentration et une spécialisation des acteurs de la filière, surtout dans l'industrie de la transformation.

Quelques industriels belges se sont spécialisés dans la transformation de produits surgelés à base de pommes de terre (principalement les frites) pour fournir les supermarchés et les chaînes mondiales de restauration (rapide). Six entreprises contrôlent 90 % du marché belge.

Depuis 2011, la Belgique est devenue le **premier exportateur mondial** de produits surgelés à base de pommes de terres. Plus de 5 millions de tonnes de pommes de terre sont transformées chaque année dans les usines belges (contre 500.000 tonnes en 1990). Il en résulte quelques 3 millions de tonnes de frites et autres produits préparés (purée, croquettes, chips).

Plus de 90 % des produits transformés sont exportés. Un modèle qui pose de sérieuses questions à l'heure où les citoyens et citoyennes demandent une relocalisation des systèmes alimentaires et des circuits plus courts entre la fourche et la fourchette.

Tiré par la demande de l'industrie, **la production de pommes de terre s'est intensifiée et industrialisée en Belgique**. Les surfaces de pommes de terre ont progressé de 50 % depuis 2000 et atteignent près de 100.000 hectares en 2019 (soit 11 % des terres cultivées). La production actuelle correspond à **16 fois les besoins alimentaires** de la population belge en pommes de terre (non transformées).

Malgré cette surproduction, **la Belgique doit importer des quantités supplémentaires**, notamment pour l'industrie de la transformation et pour les marchés des pommes de terre hâtives et pommes de terre bio.

Enfermer dans un **cercle vicieux de croissance et d'exportation**, les industriels doivent sans cesse trouver de nouveaux marchés. Pour cela ils démarchent activement les marchés asiatiques et font pression pour la conclusion de nouveaux **accords de libre-échange**, comme l'accord UE-Mercosur.

Les exportations massives de pommes de terre belges sont **préjudiciables pour les paysans et paysannes des pays importateurs**, qui ne parviennent plus à vendre leur production sur les marchés locaux. Certains pays ont dès lors décidé de prendre des mesures pour protéger leurs marchés. A la demande des industriels belges, l'Union européenne a introduit une plainte devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) contre la Colombie, pour qu'elle abandonne ces mesures de protection.

Le développement économique de l'industrie a largement bénéficié de soutiens publics. Les industriels ont reçu des millions d'euros d'argent public à travers différents types de subsides belges et européens. Par exemple la Région wallonne a financé l'entreprise Mydibel a hauteur de €43 millions, et l'entreprise Clarebout Potatoes, premier producteur belge et européen a reçu 26 millions de subsides.

Dans le domaine de **la recherche scientifique**, on constate également une forte influence de l'industrie. Les priorités de la recherche visent davantage l'amélioration de la productivité de l'agriculture industrielle

que la recherche d'alternatives agroécologiques. En témoignent les recherches menées pour développer des variétés de pommes de terre OGM ou des outils de smart farming (agriculture de précision par drones, satellites, algorithmes, etc.).

3. LES IMPACTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DE LA CULTURE INTENSIVE DE POMMES DE TERRE

La cadence imposée par l'industrie de la transformation renforce le **modèle d'agriculture productiviste**. Seules les grandes exploitations spécialisées parviennent à suivre le rythme et doivent sans cesse s'agrandir et investir dans des machines toujours plus grandes et coûteuses. Résultat : 50 % des superficies en pommes de terre sont cultivées par moins de 5 % des exploitations. Les petites fermes paysannes, elles, continuent de disparaître.

Les **producteurs et productrices sont de plus en plus pieds et poings liés à l'industrie**. Plus de 70 % de la production passe aujourd'hui par des contrats directs avec l'industrie. L'industrie impose sa loi à travers des contrats inégaux, qui font peser l'essentiel des risques sur la production.

Et l'industrie souhaite encore **renforcer son contrôle sur la production en acquérant directement des terres agricoles**. Par exemple, l'entreprise Clarebout, a acquis 169 ha de terres dans le Hainaut.

La culture intensive de pommes de terre a également des **impacts sur l'environnement**. Pour lutter contre le mildiou et les autres maladies de la pomme de terre, l'industrie agrochimique recommande jusqu'à 20 pulvérisations de produits phytosanitaires par récolte. **la culture industrielle de pommes de terre est la plus grande consommatrice de produits phytosanitaires à l'hectare en Belgique** (17,6 kg de substance active par hectare), loin devant la culture de betteraves (6,4 kg/ha) et du froment (2,8 kg/ha).

La culture intensive, avec des machines de plus en plus lourdes, contribue fortement à **l'épuisement et à l'érosion des sols**, et provoque des coulées de boue. Des coûts payés et subis par la collectivité pendant que l'industrie engrange les profits à court terme.

Les usines de transformation sont également une source importante de pollution et de nuisances pour les communautés riveraines : odeurs nauséabondes, bruit 24h/24h, charroi de camions incessant, pollution des cours d'eau, dépôts de graisse jusqu'à plusieurs centaines de mètres, etc.

Les usines sont aussi pointées du doigt pour **leurs mauvaises conditions de travail** : horaires effrénés, travail de nuit, non respect des mesures de sécurité, travail intérimaire, etc. Le secteur de la frite concentre plus de 10% des cas d'accidents du travail dans l'industrie alimentaire, avec 2841 cas recensés entre 2015 et 2019. Des accidents parfois mortels.

Face à l'industrie, **les communautés locales et la société civile se mobilisent contre l'implantation de nouvelles usines**. À Frameries, le collectif citoyen « La Nature sans Friture » se mobilise depuis janvier 2019 contre le projet pharaonique de Clarebout Potatoes (qui prévoit une production de 2800 tonnes de frites/jour). Au-delà des droits des riverains ces projets renforcent un modèle agro-industriel d'export dépassé et entravent la nécessaire transition agroécologique.

4. IMPACTS DE LA COVID-19 : UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE

Les mesures sanitaires et le confinement ont violemment affecté la filière de la pomme de terre. Deux raisons principales en sont la cause :

- l'enraiment des chaînes logistiques internationales et ;
- la fermeture, en Belgique et à l'étranger, des grandes chaînes de restauration (rapide).

Résultat : le secteur a annoncé, dès mai 2020, que **750.000 tonnes de pommes de terre se trouvaient inutilisables.**

Les pouvoirs publics ont du intervenir pour soutenir les acteurs de la filière à travers différentes mesures :

- le soutien aux **campagnes publicitaires** du secteur pour encourager les consommateurs et consommatrices à manger davantage de frites ;
- des accords financiers avec les acteurs de la filière pour distribuer des sacs de pommes de terre aux organisations de **l'aide alimentaire** ;
- des budgets exceptionnels pour **indemniser les producteurs et productrices** (€20 millions ont été prévus par les Régions wallonne et flamande).

Il s'agit là de moyens publics précieux qui auraient pu être utilisés pour aider les agriculteurs et agricultrices à entamer une transition vers **d'autres filières nourricières et vers un modèle d'agriculture plus durable.**

CONCLUSION

En guise conclusion, cette étude insiste sur une **transformation urgente des systèmes alimentaires** pour sortir du modèle agro-industriel dominant. Elle appelle à un **changement de paradigme** et propose **4 cadres** qui doivent permettre de ré-orienter les politiques publiques en matière de systèmes alimentaires :

- Faire de l'alimentation un **bien commun.**
- Fonder les politiques publiques dans la réalisation du **droit à l'alimentation et à la nutrition.**
- Soutenir la **transition agroécologique.**
- Mettre en œuvre la **Déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans et paysannes.**